

# CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

BY LEXLAU

## COOPERATIONS INTERNATIONALES

### Afrique-Caraïbes : Coopération d'affaires à développer

Le premier forum Afrique-Caraïbes sur le commerce et l'investissement s'est tenu du 1-3 Septembre à Bridgetown à la Barbade avec pour thème : « Un peuple, un destin, s'unir pour reimaginer notre avenir ». La rencontre était co-organisée par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et la Barbade. La présidente de la République de Barbade, Sandra Mason, Premier Ministre de la Barbade, Mia Amor Mottley et le PCA de Afreximbank, Benedict Oramah et de nombreux chefs d'Etat, ont participé à la cérémonie d'ouverture.

Les objectifs éminents étaient : favoriser le développement de partenariats stratégiques entre les communautés d'affaires d'Afrique et de la région des Caraïbes ; renforcer la coopération bilatérale et accroître l'engagement dans le commerce, l'investissement, le transfert de technologie, l'innovation, le tourisme, la culture et d'autres secteurs. Les sous-thèmes ont présenté les opportunités d'investissement existant dans cette région comme le tourisme, les services financiers et le potentiel extraordinaire dans le secteur de la pêche.

Particulièrement, ce forum a ouvert les yeux des pays d'Afrique et plus précisément, l'Afrique centrale avec le Cameroun, sur des opportunités à saisir non seulement des marchés caribéens, mais aussi des 27,000 milliards de dollars des marchés Nord et latino-américains. Les financements de 700 millions de dollars US (46.13 milliards de F) ont été promis par Pr. Benedict Oramah pour soutenir le commerce et les investissements dans les pays partenaires des Caraïbes, un ajout aux 250 millions de dollars déjà injectés par la banque de la zone. Aussi, il est convenu la création de la Banque caribéenne d'import-export pour soutenir le commerce et les investissements entre l'Afrique et les Caraïbes.

**Cameroun tribune du 05 Septembre 2022, page 11.**

## ECONOMIE

### Mutations, fusions des entreprises : Quel sort pour le personnel ? Faut-il appliquer l'article 42 ?

La cession de Bolloré Africa Logistics au groupe suisse MSC, qui devrait intervenir d'ici la fin du premier trimestre 2023 sous réserve de la réalisation de certaines conditions suspensives, repose la question « quel sera le sort des personnels ? ». Les représentants des travailleurs ont saisi la délégation régionale du Travail du Littoral, région d'implantation de Bolloré et engagé un mouvement d'humeur pour demander notamment le paiement de leurs

primes de bonne séparation dans la cession des actifs du groupe français entériné le 31 mars 2022. Ils veulent principalement l'application de l'article 42 du Code du travail.

L'objectif de cette disposition est de garantir aux travailleurs la stabilité de l'emploi indépendamment des événements susceptibles d'affecter l'entreprise sur le plan juridique. « S'il survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation de fonds, mise en société, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel entrepreneur et le personnel de l'entreprise. Leur résiliation ne peut intervenir que dans les formes et aux conditions prévues par la présente section ».

Selon une source de Bolloré, l'article prévoit que le travailleur n'est pas au service d'une personne physique ou morale déterminée mais d'une entité économique dont la forme juridique peut varier sans incidence aucune sur les contrats de travail en cours. La source confirme, par ailleurs, qu'il n'y aura point de modification sur la situation juridique de l'employeur, des contrats de travail, ni dans les conditions contractuelles des salariés des filiales concernées.

**Cameroun tribune du 06 Septembre 2022, page 12.**

## ECONOMIE

### Mise en consommation des produits alimentaires : Une autorisation exigée

Dans un communiqué signé le 2 septembre dernier, le Ministre de la Santé publique (Minsante), Manaouda Malachie, a publié la liste des produits alimentaires ayant obtenu l'autorisation de mise en consommation humaine. Au total 24 produits fabriqués par six promoteurs ayant reçu le quitus pour exercer dans le pays. Parmi ceux-ci, des yaourts, des limonades, des jus de fruit, des eaux minérales.

Ce communiqué est un rappel à l'ordre dans un environnement commercial marqué par l'ignorance des règles en vigueur en matière d'introduction des produits dans les surfaces commerciales. La loi de 2018 portant loi-cadre sur la sécurité sanitaire des aliments qui décrit clairement les pièces à fournir, plus précisément dans l'article 28. Les promoteurs doivent présenter un ensemble de pièces administratives et techniques, tout en notant le dosage, la composition et la date de péremption des produits.

Le Minsante prend les dispositions pour réduire les risques liés à ces produits en encourageant leurs promoteurs à se mettre en conformité avec la loi, à se mettre en règle dans les meilleurs délais.

**Cameroun tribune du 07 Septembre page 12.**

# CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

## ECONOMIE

### **Immatriculation des véhicules d'occasion : Les procédures simplifiées**

Dès le 15 septembre prochain, les usagers souhaitant enregistrer en ligne les mutations des véhicules d'occasion le feront à travers une procédure nouvelle. Le Directeur général des impôts a récemment signé un communiqué indiquant les nouvelles modalités à suivre. Dorénavant, les mutations des véhicules d'occasion s'effectueront sur la base du seul numéro de la fiche de contrôle d'identification des véhicules importés ou du numéro de châssis pour les véhicules acquis localement. Les usagers ont à leur disposition des cellules spéciales d'enregistrement et un dispositif d'assistance à la télé-déclaration.

Cette réforme mise en place depuis 2017, permet l'enregistrement au moyen de télé-déclaration des véhicules d'occasion importés, ainsi que ceux acquis au Cameroun. Notamment, un pas sur la voie de la modernisation et de la simplification des procédures fiscales, vu que toutes les transactions portant sur les véhicules d'occasion sont concernées par la réforme.

**Cameroun Tribune du 08 septembre, page 22.**

## ECONOMIE

### **Intégration sous-régionale : La connexion énergétique**

Le 08 Septembre 2022, s'est tenue l'ouverture de Central Africa Business Energy forum (CABEF) à l'hôtel Best Western de Douala. Gabriel Mbaga Obiang Lima, ministre des Mines et Hydrocarbures de la Guinée équatoriale et fameux pour son projet de réseau de pipelines d'Afrique centrale ; CAPS (Central African Pipeline System), mettait l'accent sur la coopération régionale pour réaliser le potentiel énergétique de la sous-région et doper la croissance des pays concernés.

Le thème de cette édition « Construire des infrastructures pour mettre fin à la pauvreté énergétique en Afrique centrale d'ici 2030. » a porté du fruit avec la signature d'un agrément sur le projet CAPS, entre la représentante de CABEF, Nathalie Lum et le représentant S.G de l'Organisation des Pays Africains Producteurs de Pétrole (APPO), Dr. Omar Farouk Ibrahim. L'agrément a été signé devant Gabriel Dodo Ndoke, ministre camerounais des Mines, de l'industrie et du développement technologique, représentant le Premier ministre.

Pendant deux jours, les échanges, partages d'expériences et réflexions ont été tenus entre des personnalités aussi diverses que les experts chercheurs, industriels, investisseurs et autorités institutionnelles, notamment des ministres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (EEEAC) en charge des domaines énergétiques. Au cœur du débat la création d'une diplomatie énergétique intra-africaine et le développement de la coopération Sud-Sud.

**Cameroun Tribune de 09 Septembre, 2022 Page 10.**

# CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

BY LEXLAU

## INTERNATIONAL COOPERATION

### **Africa-Caribbean: Business cooperation to be developed**

The first Africa-Caribbean Trade and Investment Forum was held from September 1st - 3rd in Bridgetown, Barbados under the theme: "One People, One Destiny, Uniting to Re-imagine our Future". The meeting was co-hosted by the African Export-Import Bank (Afreximbank) and Barbados. The opening ceremony was attended by the President of the Republic of Barbados, Sandra Mason, the Prime Minister of Barbados, Mia Amor Mottley and the CEO of Afreximbank, Benedict Oramah, as well as numerous heads of state.

The overarching objectives were: to foster the development of strategic partnerships between the business communities of Africa and the Caribbean region; to strengthen bilateral cooperation and increase engagement in trade, investment, technology transfer, innovation, tourism, culture and other sectors. The sub-themes presented investment opportunities in the region such as tourism, financial services and the extraordinary potential in the fisheries sector.

In particular, the forum opened the eyes of African countries, and more specifically Central Africa and Cameroon in particular, to opportunities not only in the Caribbean markets, but also in the \$27 trillion North and Latin American markets. Funding of US\$700 million (F46.13 billion) was pledged by Prof. Benedict Oramah to support trade and investment in the Caribbean partner countries, an addition to the US\$250 million already injected by the zone's bank. Also, the creation of the Caribbean Export-Import Bank to support trade and investment between Africa and the Caribbean was envisioned at this forum.

**Cameroon tribune of September 5th 2022, page 11.**

## ECONOMY

### **Transfers, mergers of companies: What fate for the staff? Should Article 42 be applied?**

The sale of Bolloré Africa Logistics to the Swiss group MSC, which should take place by the end of the first quarter of 2023, subject to the fulfillment of certain conditions precedent, raises the question "what will be the fate of the personnel?". The workers' representatives have referred the matter to the regional labour delegation of the Littoral, the region where Bolloré is located, and have launched a protest movement to demand, in particular, the payment of their bonuses for good separation in the sale of the assets of the French group, which was ratified on March 31st 2022. They mainly want the application of Article 42 of the Labour Code.

The aim of this provision is to guarantee workers job stability regardless of events that may affect the company legally. "If there is a change in the legal situation of the employer, in particular by succession, sale, merger, transformation of the enterprise, incorporation, all employment contracts in force on the day of the change shall continue to exist between the new entrepreneur and the staff of the enterprise. Their termination can only take place in the forms and under the conditions provided for in this section".

According to a Bolloré source, the article provides that the worker is not in the service of a specific natural or legal person but under an economic entity whose legal form may vary without any impact on current employment contracts. The source confirms, moreover, that there will be no change in the legal situation of the employer, the employment contracts, or in the contractual conditions of the employees of the subsidiaries concerned.

**Cameroon tribune of September 6th 2022, page 12.**

## ECONOMY

### **Release of food products for consumption: Authorisation required**

In a communique signed on September 2nd, the Minister of Public Health (Minsante), Manaouda Malachie, published the list of food products authorised for human consumption. A total of 24 products manufactured by six promoters have been approved to operate in the country. These include yoghurt, lemonade, fruit juice and mineral water just to name a few.

This communique is a call to order in a commercial environment marked by ignorance of the rules in force regarding the introduction of products in commercial areas. The Food Safety Framework Act 2018 which clearly outlines the documents to be provided, specifically in section 28. Promoters must submit a set of administrative and technical documents, while noting the dosage, composition and expiry date of the products.

The Ministry of Health is taking steps to reduce the risks associated with these products by encouraging their promoters to comply with the laws in place as soon as possible.

**Cameroon tribune of September 07th 2022, page 12 .**

# CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

## ECONOMY

### **Registration of second hand vehicles: Simplified procedures**

From September 15th, users wishing to register used vehicles online will do so through a new procedure. The Director General of custom duties recently signed a press release indicating the new procedure to be followed. From now on, registration of used vehicles will be carried out on the basis of the identification control sheet number for imported vehicles or the chassis number for vehicles acquired locally. Users have at their disposal special registration cells and an assistance device for remote declaration.

This reform implemented since 2017, allows the registration of imported second-hand vehicles, as well as those acquired in Cameroon, by means of remote declaration. This is a step towards the modernization and simplification of custom and tax procedures, as all transactions involving used vehicles are covered by the reform.

**Cameroon Tribune, September 8th, page 22.**

## ECONOMY

### **Sub-regional integration: The energy connection**

The Central Africa Business Energy forum (CABEF) held on September 8th 2022 at the Best Western Hotel in Douala. Gabriel Mbagha Obiang Lima, Minister of Mines and Hydrocarbons of Equatorial Guinea and famous for his Central African Pipeline System (CAPS) project, centered around regional cooperation to attain the energy potential of the sub-region and boost the growth of the countries concerned.

The theme of this year's event, "Building infrastructure to end energy poverty in Central Africa by 2030", bore fruit with the signing of an agreement on the CAPS project between CABEF representative, Nathalie Lum, and the S.G. representative of the African Petroleum Producers Organisation (APPO), Dr. Omar Farouk Ibrahim. The agreement was signed in front of Gabriel Dodo Ndoke, Cameroonian Minister of Mines, Industry and Technological Development, representing the Prime Minister.

For two days, exchanges, sharing of experiences and reflections were held between these personalities such as; experts, researchers, industrialists, investors and institutional authorities, including ministers of the Economic Community of Central African States (ECCAS) in charge of energy affairs. At the heart of the debate was the creation of an intra-African energy diplomacy and the development of South-South cooperation.

**Cameroon Tribune of September 9th, 2022 Page 10.**